

505LN-192 /16

509

(1939)

A

Abrogation des mesures douanières restrictives  
relatives aux envois de marchandises en transit  
sur le territoire français

Lettre de la Direction Générale des Douanes à la	
Direction Générale de la Compagnie du Nord	30. 3.36
Dépêche du Ministre des Travaux Publics	11. 7.38
Lettre de la S.N.C.F. au Ministre des T.P.	18. 3.39
Lettre de la S.N.C.F. au Ministre des T.P.	20. 3.39
Lettre de la S.N.C.F. au Ministre des T.P.	30. 3.39
Lettre de la S.N.C.F. au Ministre des T.P.	11. 5.39

Abrogation des mesures douanières restrictives relatives aux envois de marchandises en transit sur le territoire français



## SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

538-61-338-339

D 532/23

COPIE

11 mai 1939

Monsieur le Ministre,

En maintes circonstances, nous avons eu l'honneur d'appeler votre attention sur la situation préjudiciable que créent, tant aux ports français qu'à notre Société, les dispositions législatives soumettant à des formalités particulières le transit de certaines catégories de marchandises à travers la France.

Par lettre D. 532/23 du 18 mars dernier, faisant suite à votre bordereau C.F.5 n° 3795/32 du 11 juillet 1938, nous vous avons demandé de bien vouloir intervenir auprès de vos Collègues intéressés pour que soient levées les mesures restrictives concernant, d'une part, le transit des végétaux et des fruits frais en provenance de pays non contaminés par le pou de San-José et, d'autre part, le transit du gibier et des poissons vivants.

D'autre part, par lettres même référence, des 20 et 30 mars dernier, nous vous avons signalé les difficultés rencontrées par la Compagnie Générale Transatlantique pour l'entrée au port du Havre de denrées alimentaires en provenance des Etats-Unis et à acheminer par voies ferrées françaises sur la Suisse. Nous vous indiquions que l'emballage des produits n'étant pas toujours conforme aux prescriptions douanières, les transports étaient acheminés sur leur destination par les ports et les chemins de fer étrangers au détriment des ports et chemins de fer français.

Une proposition de loi n° 5350, annexée au procès-verbal de la 1<sup>re</sup> séance du 2 mars 1939 de la Chambre des Députés a été présentée par M. Albert DUBOSC.

Cette proposition de loi, si elle était approuvée, donnerait satisfaction à l'armement français et à notre Société. Etant donné que, dans la situation présente, les transports sont admis au transit par les voies étrangères sans être soumis à des prescriptions restrictives, la mesure proposée favoriserait les intérêts généraux de l'Etat.

.....

Monsieur A. de MONZIE,  
Ministre des Travaux Publics  
Direction Générale des Chemins de fer et des Transports.

Le fait récent que nous vous indiquons ci-après vous démontrera la nécessité de l'abrogation des mesures restrictives dont il s'agit : un wagon de groupages de marchandises de 7.000 kg expédié d'ANVERS sur BALE, en transit par les voies françaises, a été arrêté par la douane de Thionville, en raison de ce que le chargement comportait 4 kixx colis d'un poids global de 83 kg renfermant des boîtes de conserves de poissons pesant chacune plus d'un kilogramme. Ces 4 colis, pour lesquels les prescriptions douanières n'étaient pas remplies, ont été déchargés au passage et retournés à l'expéditeur. Il en est résulté un retard dans l'acheminement du transport et il y a tout lieu de craindre qu'en raison de telles exigences de la Douane, l'expéditeur évitera à l'avenir les voies françaises, puisque les mêmes difficultés ne se présentent pas par l'emprunt de la voie belge-allemande.

Par ailleurs, notre attention a été appelée par la Maison Philips de Eindhoven (Hollande) sur les difficultés rencontrées pour l'acheminement en transit par les voies françaises de ses appareils de radiophonie qu'elle expédie dans les pays d'outre-mer et qu'elle se propose d'expédier prochainement en Espagne.

Les articles dont il s'agit ne sont pas munis du correctif français et, de ce fait, sont prohibés du transit en vertu de l'article 15 de la loi du 11 janvier 1892 (article 25 du Code des Douanes).

Le maintien des prescriptions douanières actuelles entraînerait le détournement du trafic par des voies étrangères au transit français. Cette situation est d'autant plus préjudiciable aux intérêts généraux de l'Etat que la réglementation douanière française n'a pas son équivalent dans les autres pays, notamment en Belgique et en Allemagne, lesquels deviennent les bénéficiaires des transports.

Il y aurait donc intérêt à obtenir des Administrations intéressées l'abrogation des mesures restrictives dont il s'agit. Je vous signalerai d'ailleurs à ce sujet que des dérogations ont déjà été accordées dans le passé et par lettre n° 1634 "Contentieux", 1<sup>ère</sup> division - 3<sup>ème</sup> Bureau - du 30 mars 1936 la Direction Générale des Douanes avait avisé l'ancien réseau du Nord qu'elle donnait des instructions aux bureaux de douane de Feignies et d'Hendaye pour l'acceptation en transit, sans justification de correctif français, d'appareils de radiophonie expédiés de Eindhoven (Hollande) sur l'Espagne.

Il nous semble que cette dérogation qui est devenue sans effet par suite des récents événements d'Espagne pourrait être étendue à l'ensemble du trafic de transit international et nous vous serions reconnaissants de bien vouloir intervenir dans ce sens auprès de vos Collègues des Finances et du Commerce.

.....



Enfin, il nous a été signalé qu'un trafic important de lapins morts qui s'effectuait précédemment d'Italie sur l'Angleterre via Saint-Louis et Dunkerque avait été détourné de nos voies au profit des chemins de fer allemands. Bien plus, le trafic était inclus dans un courant de trafic d'Italie sur l'Angleterre qui comportait des envois de fromages et, par suite, nous perdons la totalité des transports.

Cette situation résulte des prescriptions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 8 novembre 1938 qui subordonnent l'admission en transit des rongeurs domestiques et sauvages morts, à la production d'un certificat d'origine et de salubrité délivré par le Service vétérinaire de l'Etat de provenance, attestant que l'Etat de provenance est indemne de tularémie - ces produits doivent en outre être soumis au contrôle de l'inspection sanitaire à leur entrée en France.

Cette récente disposition douanière qui cause un important préjudice aux ports et à l'armement français, se traduit par des pertes de recettes importantes de notre Société au bénéfice des voies concurrentes.

Il ne nous apparaît pas que la mesure restrictive dont il s'agit doive s'imposer, en ce qui concerne le transit, et nous vous serions reconnaissants, Monsieur le Ministre, de vouloir bien intervenir auprès de vos Collègues des Finances et de l'Agriculture en vue d'obtenir, dans l'intérêt général français une amélioration du régime actuel.

Nous pensons, Monsieur le Ministre, que l'exposé qui précède vous permettra d'apprécier l'intérêt qui s'attache à obtenir des départements ministériels intéressés la levée des mesures restrictives auxquelles sont soumis les envois empruntant en transit le territoire français.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil d'Administration,  
Signé : GUINAND.